

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 21 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
228

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 841

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσης Συμβάσεως Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφεῖσα Σύμβασις Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς τὸ πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται:

CONVENTION

d'assistance judiciaire en matière civile et pénale entre la République Hellénique et la République Populaire de Bulgarie.

Le Président de la République Hellénique et le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie attribuant une grande importance à la coopération entre les deux pays dans le domaine des relations judiciaires, ont décidé de conclure une Convention d'assistance mutuelle judiciaire en matière civile et pénale et ont à cette fin nommé leurs plénipotentiaires,

Le Président de la République Hellénique,Monsieur Dimitri Bitsios, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie, Monsieur Peter Mladenov, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvès en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I'

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er

Protection judiciaire

1. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pour ce qui est de leurs droits personnels et patrimoniaux, de la même protection judiciaire que les ressortissants de cette Partie contractante.

2. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront accès librement et sans entraves aux tribunaux, parquets et services notariaux (appelés ci-après «autorités judicaires») dont la compétence s'étend aux matières visées par la présente Convention et aux autres autorités de l'autre Partie contractante; ils peuvent comparaître, former des requêtes et intenter des actions devant ces autorités dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie contractante.

3. Les dispositions du chapitre 1er de la présente Convention s'appliqueront MUTATIS MUTANDIS aux personnes morales des deux Parties contractantes.

Article 2

Assistance judiciaire

1. Les autorités judiciaires des deux Parties contractantes s'accorderont une assistance judiciaire en matière civile, y compris le droit commercial et le droit familial, et en matière pénale.

2. Les autorités judiciaires accorderont une assistance judiciaire aux autres autorités dont la compétence s' étend sur les affaires visées au paragraphe 1er du présent article.

Article 3

Mode des rapports

Les autorités judiciaires des Parties contractantes communiqueront entre elles aux fins de l'assistance judiciaire par l'intermédiaire de leurs organes centraux, à savoir pour la République Hellénique, le Ministère de la Justice et pour la République Populaire de Bulgarie, le Ministère de la Justice ou le Procureur Général.

Article 4

Etendue de l'assistance judiciaire

Les Parties contractantes se prêteront mutuellement une assistance judiciaire en accomplissant divers actes de procédure et notamment : transmission et remise de documents, perquisitions, saisie et remise de pièces à conviction, expertise, interrogatoire d'inculpés, de témoins, d'experts, audition des parties et d'autres personnes ainsi que visite judiciaire des lieux.

Article 5

Contenu de la demande d'assistance judiciaire

1. La demande d'assistance judiciaire doit contenir les renseignements suivants:

a) le nom de l'organe requérant;

b) le nom de l'organe requis;

c) l'indication de l'affaire donnant lieu à la demande d'assistance judiciaire;

d) les noms, adresses et nationalité des parties, des inculpés, des prévenus et des condamnés;

e) les noms et adresses des représentants des parties;

f) l'objet de la demande d'assistance judiciaire et les données nécessaires à son exécution; et

g) en matière pénale, une description de l'infraction et sa qualification;

2. Les demandes d'assistance judiciaire doivent être munies d'une signature et d'un cachet.

Article 6

Procédure d'exécution de la demande d'assistance judiciaire

1. Pour exécuter une demande d'assistance judiciaire, l'organe requis appliquera sa législation nationale.

2. Si l'organe requis n'est pas compétent pour exécuter la demande d'assistance judiciaire, il la transmettra à l'autorité compétente.

3. Si l'adresse exacte de la personne nommée dans une demande d'assistance judiciaire est inconnue l'organe requis prendra les mesures nécessaires pour établir cette adresse; en cas d'impossibilité d'exécution de la demande d'assistance judiciaire, les pièces seront restituées à l'organe qui les a adressées.

4. Après l'exécution de la demande d'assistance judiciaire l'organe requis restituera les pièces à l'organe requérant ou si la demande n'a pas pu être exécutée il lui fera connaître les circonstances qui ont empêché l'exécution.

Article 7

Immunité des témoins et experts

1. Le témoin ou l'expert qui comparaît devant l'autorité de la Partie requérante sur citation signifiée par l' autorité judiciaire de la Partie requise ne peut, quelle que soit sa nationalité ,faire l'objet de poursuite pénale ou d'exécution d'une peine pour une infraction commise avant qu'il n'ait franchi la frontière de la Partie requérante.

2. L'immunité prévue au paragraphe précédent cessera, lorsque le témoin ou expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant dix jours consécutifs après que les autorités judiciaires lui auront fait connaître que sa présence n'était plus nécessaire, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté. Dans ce délai ne sera pas compté le temps pendant lequel le témoin ou l'expert n'a pas pu quitter le territoire du pays pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Article 8

Documents

1. Les documents établis sur le territoire de l'une des Parties contractantes ou légalisés par ses organes, dans le domaine de leur compétence, conformément à la for-

me établie et portant un sceau, sont acceptés sur le territoire de l'autre Partie contractante sans légalisation.

2. Seront également exempts de légalisation les actes sous seing privé, légalisés par le tribunal ou un autre organe compétent de l'une des Parties contractantes, en vue de leur emploi devant les tribunaux et autres organes de l'autre Partie contractante.

Article 9

Signifaction

1. L'organe requis effectuera la signification conformément à la procédure en vigueur dans son pays si les documents à signifier sont rédigés dans sa langue nationale ou sont acompagnés d'une traduction certifiée conforme dans cette langue. Sinon, les documents à signifier sont remis au destinataire si ce dernier consent à les accepter.

2. La commission rogatoire indiquera l'adresse exacte du destinataire et le nom du document à signifier.

3. Si la signification des documents ne peut avoir lieu à l'adresse indiquée l'organe requis prendra les mesures nécessaires pour établir l'adresse exacte; si l'adresse ne peut être établie les documents seront retournés à l'organe requérant.

Article 10

Preuve de la signification

L'organe requis est tenu de donner la preuve de la signification conformément aux réglements pertinents de la Partie requise. Elle comprendra une indication du lieu, de la date de la signification et du nom de la personne à laquelle les documents ont été remis.

Article 11

Signification à des nationaux

1. Les Parties contractantes ont le droit de signifier des documents à leurs nationaux par l'intermédiaire également de leurs missions diplomatiques ou consulaires.

2. Aucune mesure coercitive ne peut être appliquée en pareil cas.

Article 12

Frais de l'assistance judiciaire

1. La partie requise n'exigera pas le remboursement des frais de l'assistance judiciaire. Chacune des Parties contractantes prendra à sa charge tous les frais d'assistance judiciaire encourus sur son territoire.

2. L'organe requis informera l'organe requérant du montant des frais. Si l'organe requérant recouvre ses frais sur la personne qui est tenue de les acquitter, lesdites sommes seront acquises à la Partie contractante dont l'organe les a recouvrées.

Article 13

Renseignements sur des questions de droit

Les organes centraux des autorités judiciaires des deux Parties contractantes se communiqueront mutuellement des renseignements sur leur législation en vigueur.

Article 14

Refus d'assistance judicaire

L'assistance judiciaire pourra être refusée:

1. Si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise comme des infractions politiques.

2. Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public.

Article 15

Actes d'état Civil

1. Chacune des deux Parties contractantes adressera à l'autre des extraits des registres d'état civil pour les naissances, les mariages et les décès des ressortissants de l'autre Partie contractante, ainsi que les émendements et les compléments qui y seront apportés.

2. Les actes de décès seront envoyés d'office, les autres sur demande. Tous ces actes seront transmis gratuitement par voie diplomatique.

Article 16

Remise d'objets et transfert de sommes

La remise d'objets et le transfert des sommes d'argent se feront conformément à la législation de la Partie requise.

Article 17

Langues

Les organes judiciaires des deux Parties contractantes se serviront, dans leurs rapports mutuels, de leur langue nationale, les actes et documents à échanger étant en même temps traduits dans la langue du Pays requis ou en langue française.

CHAPITRE II'

FRAIS DE JUSTICE ET FACILITES DE PROCEDURE

Article 18

Dispense de caution «Judicatum solvi»

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, y compris les personnes morales, qui comparaissent devant les tribunaux de l'autre Partie et qui résident sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes ne peuvent être astreints à fournir une caution judicatum solvi pour la seule raison qu'ils sont étrangers ou qu'ils n'ont pas de domicile, de résidence ou de siège sur le territoire de cette autre Partie.

Article 19

Facilités de procédure

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes bénéficient sur le territoire de l'autre Partie, de l'exemption des taxes de timbre et des frais de justice et jouiront d'autres facilités ainsi que du droit à l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions et dans la même étendue que les nationaux.

Article 20

1. Les documents relatifs à la situation personnelle, familiale et matérielle du requérant désireux de se prévaloir des facilités prévues à l'artic. 19 seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il est domicilié.

2. Si le requérant désireux de bénéficier desdites facilités n'a pas de domicile ou de résidence sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, le document peut être delivré par la mission diplomatique ou consulaire.

3. L'organe judiciaire qui statue sur la demande d'exemption en vertu de l'article 19 peut demander des renseignements complémentaires à l'organe ayant délivré le document.

Article 21.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes désire bénéficier des facilités prévues à l'art. 19 et en fait la demande auprès des autorités compétentes de l'autre Partie contractante il peut adresser sa demande aux autorités compétentes du lieu de son domicile ou résidence. Elles transmettront la demande et le procès-verbal accompagnés des documents délivrés conformément à l'article 20 aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

Article 22

Si un ressortissant d'une des Parties contractantes est tenu de verser des taxes et des frais de justice aux autorités de l'autre Partie contractante sur le territoire de laquelle il a son domicile ou sa résidence, il lui sera fixé un délai suffisant pour le faire.

Article 23

Exécution des décisions relatives aux frais judiciaires

1. Si une partie à un procès dispensée de la caution judicatum solvi en vertu de l'article 18 de la présente Convention doit, du fait d'un jugement définitif sur le territoire de l'une des Parties contractantes, acquitter des frais de justice, le tribunal compétent de l'autre Partie contractante lui accordera gratuitement, sur demande, l'exéquatur de recouvrement forcé desdits frais.

2. Aux frais de justice s'ajoutent également les frais afférents à la traduction et à la légalisation des documents visés à l'article 24.

Article 24

1. La demande d'exéquatur du recouvrement des frais de justice sera accompagnée d'une copie conforme de la décision relative aux frais de justice, ainsi que d'un document officiel attestant que la décision est définitive et exécutoire.

2. Les documents susvisés seront accompagnés d'une traduction dans la langue de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le recouvrement aura lieu.

3. Le tribunal qui délivre l'exéquatur du recouvrement des frais de justice doit s'assurer:

a) que le jugement à exécuter est définitif et exécutoire;

b) qu'une traduction certifiée conforme est jointe aux documents visés au paragraphe 1er du présent article.

Article 25

Si la décision relative aux frais de justice doit être exécutée sur le territoire de l'autre Partie contractante la demande d'exéquatur sera adressée au tribunal de la Partie contractante qui a compétence pour délivrer l' exéquatur ou à celui qui a prononcé la décision aux frais de justice. Ce tribunal transmettra la demande au tribunal compétent de l'autre Partie contractante en même temps que les documents visés à l'article 24 de la présente Convention.

Article 26

1. Le tribunal délivrera l'exéquatur relatif aux frais de justice sans entendre les parties.

2. L'exécution de la décision relative aux frais de justice ne peut être refusée pour la seule raison que les personnes ayant adressé la demande d'exéquatur n'ont pas versé la caution judicatum solvi.

CHAPITRE III'

RECONNAISSANCE ET EXECUTION DES DECISIONS JUDICIAIRES

Article 27

Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à rendre exécutoire sur son territoire les décisions ci-dessous rendues sur le territoire de l'autre Partie contractante:

a) Les décisions judiciaires ayant acquis force légale et exécutoire en matière civile, familiale ou commerciale.

b) Les décisions des tribunaux criminels ayant acquis force légale et exécutoire en matière d'actions civiles pour dommages.

c) Les transactions judiciaires.

Article 28

La demande visant à reconnaître et à rendre la décision exécutoire peut être déposée directement par la partie intéressée devant l'instance compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle doit être effectuée l'exécution ou devant l'instance qui s'est prononcée en premier ressort dans la cause en question.

Article 29

Devront être annexés à la demande d'exequatur:

a) Le texte intégral du jugement; s'il n'appert pas qu'il est entré en force légale et est susceptible d'exécution, il convient d'annexer un document approprié certifiant l'entrée en force légale du jugement;

b) Un document faisant foi qu'une citation a été remise en temps utile au défendeur par défaut, ou à son mandataire;

c) Une traduction légalisée de la demande et des documents indiqués aux points «a» et «b» de cet article.

Article 30

Avant de juger sur la demande, le tribunal peut le cas échéant, demander des éclaircissements aux parties et, après les avoir entendues, exiger des pièces complémentaires. Le tribunal saisi peut également demander des éclaircissements au tribunal ayant rendu le jugement.

Article 31

1. Lors de l'exécution du jugement, on applique la législation du pays sur le territoire duquel le jugement est exécuté.

2. Le défendeur peut faire valoir des exceptions contre l'exécution du jugement, si cela est admissible d' après la législation du pays dont le tribunal a rendu le jugement.

Article 32

La reconnaissance et l'exequatur d'un jugement peuvent être refusés:

a) si le défendeur n'a pas comparu au procès du fait que lui ou son mandataire n'ont pas été dûment cités en justice ou si la citation a été faite seulement par publication;

b) si le jugement est en contradiction avec un jugement antérieur entré en force légale, entre les mêmes parties, sur le même objet et sur le même fond, rendu par un tribunal de la Partie contractante, sur le territoire de laquelle doit être reconnu ou exécuté le jugement;

c) si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est contraire à l'ordre public de l'Etat où la reconnaissance ou l'exécution doit avoir lieu.

d) Dans le cas où le tribunal sur le territoire duquel le jugement doit être exécuté est l'organe exclusivement compétent pour juger l'affaire dont il s'agit.

Article 33

Frais afférents à l'exécution des jugements

En ce qui concerne les frais afférents à l'exécution des jugements, on applique la législation de la Partie con tractante sur le territoire de laquelle le jugement doi être executé.

CHAPITRE IV'

EXTRADITION

Article 34

Obligation d'extrader

1. Les Parties contractantes conviennent de se livrer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les personnes résidant sur leur territoire qui sont réclamées aux fins de poursuite pénale ou d'exécution d'une peine prononcée par le tribunal de la Partie requérante.

2. L'extradition n'aura lieu que pour des infractions qui en vertu de la législation des deux Parties contractantes sont punies d'une peine privative de liberté d'au moins un an ou d'une peine plus grave ou qui ont donné lieu à la condamnation par un tribunal de la Partie requérante à la privation de liberté d'une durée d'au moins six mois (infractions appelées ci-après «infractions donnant lieu à extradition»).

Article 35

Refus d'extrader

1. L'extradition n'aura pas lieu:

a) Si l'infraction a été commise par une personne qui au moment de la commission de l'infraction était un ressortissant de la Partie requise;

b) Si l'infraction a été commise sur le territoire de la Partie requise;

c) Si l'infraction à cause de laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de la Partie requérante et lorsque la législation de la Partie requise ne prévoit pas de poursuite dans le cas d'une semblable infraction commise hors de son territoire ou n'autorise pas l'extradition pour l'infraction faisant l'objet de la demande;

d) Si l'infraction est de caractère politique;

e) Si en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes la poursuite penale ou l'exécution d'une peine ne peuvent avoir lieu pour cause de prescription ou pour d'autres causes les excluant;

f) Si l'individu reclamé a été définitivement jugé par les autorités compétentes de la Partie requise pour le ou les faits en raison desquels l'extradition est demandée ou si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas engager des poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour le ou les mêmes faits;

g) Si en vertu de la législation des Parties contractantes la poursuite pénale est subordonnée au dépôt d' une plainte par la victime de l'infraction.

2. L'extradition n'aura pas lieu non plus pour une infraction de caractère militaire consistant uniquement en violation d'obligations purement militaires n'ayant aucun rapport avec un autre crime de droit commun.

Article 36

Procédure d'extradition

La demande d'extradition sera présentée par la voie diplomatique.

Article 37

Demande d'extradition

1. La demande d'extradition indiquera le nom de la personne reclamée, sa nationalité, son domicile on sa résidence, la nature de l'infraction et le dommage qu'elle a causé.

2. La demande d'extradition sera accompagnée:

a) Si l'extradition est demandée aux fins d'une poursuite pénale, d'une expédition du mandat d'arrêt avec une description des circonstances matérielles dans lesquelles l'infraction a été commise et de sa qualification juridique et, si l'extradition est demandée pour l'exécution d'une condamnation, d'une expédition du jugement devenu définitif;

b) du texte des dispositions pénales de la Partie requérante donnant qualification de l'infraction en question;

c) d'un signalement de l'individu réclamé et, si possible, de ses empreintes digitales et de sa photographie.

3. S'il s'agit d'un condamné ayant purgé une partie de sa peine il sera nécessaire de fournir des renseignements à ce sujet.

Article 38

Arrestation aux fins d'extradit on

Si la demande d'extradition satisfait aux conditions prévues par la présenete Convention la Partie requise procèdera immédiatement à l'arrestation de l'individu reclamé, conformément à sa législation.

Article 39

Renseignements complémentaires

1. Si la demande d'extradition ne contient pas tous les renseignements nécessaires la Partie requise pourra réclamer des renseignements complémentaires et fixer pour leur présentation un délai non supérieur à deux mois. Ce délai pourra être prolongé pour des raisons valables.

2. Si dans le délai prévu ou prolongé les renseignements demandés ne sont pas reçus, l'autorité compétente de la Partie requise pourra mettre fin à la procédure d'extradition et relâcher la personne arrêtée.

Article 40

Arrestation temporaire

1. Dans des cas urgents la Partie requise pourra procéder à l'arrestation de l'individu réclamé avant la réception de la demande d'extradition conformément à l'article 37 de la présente Convention. La Partie requérante informera la Partie requise que l'individu en question fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une condamnation devenue définitive et que la demande pour son extradition lui sera adressée incessament. En pareil cas l'arrestation peut être demandée par téléphone, télégraphe et par tout autre moyen laissant trace écrite.

2. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes pourront sans une telle demande procéder à l'arrestation temporaire d'un individu résidant sur leur territoire si elles ont connaissance du fait qu'il a commis sur le territoire de l'autre Partie une infraction donnant lieu à extradition.

L'arrestation en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article sera notifiée immédiatement à l'autre Partie contractante.

Article 41

Fin de l'arrestation temporaire

Tout individu mis en état d'arrestation conformément à l'article 40 de la présente Convention sera mis en liberté si la demande d'extradition de l'autre Partie n'est pas reçue dans les trente jours qui suivront l'avis de l'arrestation. Cette mise en liberté sera notifiée à l'autre Partie.

Article 42

Extradition diférée

Si l'individu réclamé fait l'objet d'une poursuitepénale ou purge une peine pour une autre infraction commise sur le territoire de la Partie requise, l'extradition peut être diférée jusqu'à ce que l'action soit close ou que la peine ait été purgée.

Article 43

Extradition temporaire

1. Si l'ajournement de l'extradition prévu à l'article 42 de la présente Convention risque d'entraîner prescription ou de compromettre sérieusement l'instruction, l'individu réclamé pourra être extradé temporairement sur demande motivée.

2. L'individu extradé temporairement sera renvoyé dès la clotûre de la procédure pénale qui a motivé son extradition.

Article 44

Demandes d'extradition concurente

Si l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats il appartient à la Partie requise de choisir la demande à satisfaire.

Article 45

Limite des poursuites

1. L'extradé ne pourra, sans le consentement de la Partie requise, faire l'objet de poursuites pénales ou d'exécution d'une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à l'extradition.

2. Sans le consentement de la Partie requise l'extradé ne pourra non plus être livré à un Etat tiers.

3. Ce consentement ne sera pas exigé :

a) si l'extradé n'a pas quitté le territoire de la Partie requérante un mois après la clôture de la poursuite pénale ou l'exécution de la peine. Ce délai ne comprend pas la période pendant laquelle l'extradé n'a pas pu, sans qu'il y ait faute de se part, quitter le territoite de la Partie requérante.

b) si l'extradé a quitté le territoire de la Parti erequérante mais y est retourné.

Article 46

Remise de l'extradé

1. La Partie requise informera la Partie requérante du lieu et de la date de la remise.

2. Si l'individu réclamé n'est pas reçu par la Partie requérante quinze jours après la date fixée pour la remise, il pourra être mis en liberté.

Article 47

Réextradition

Si l'extradé se soustrait de quelque manière à la poursuite pénale ou à l'exécution de la peine et retourne sur le territoire de la Partie requise, il sera réextradé sur nouvelle demande de la Partie requérante sans qu'elle soit tenue de fournir les renseignements et les pièces visés à l'article 37 de la présente Convention.

Article 48

Notification de l'issue des poursuites pénales

Les Parties contractantes s'informeront des résultats de la poursuite pénale dont à fait l'objet l'individu extradé. En cas de jugement définitif, elles sont tenues de se communiquer l'expédition de ce jugement.

Article 49

Transit

1. Chacune des Parties contractantes autorisera sur demande de l'autre Partie le transit à travers son territoire des individus extradés par un Etat tiers vers cette autre Partie contractante. Les Parties contractantes ne seront pas tenues à autoriser le transit si en vertu de la présente Convention il n'y a pas d'obligation d'extrader.

2. La demande d'autorisation de transit sera transmise suivant la même procédure que la demande d'extradition.

3. Les autorités de la Partie requise effectuerontle transit de la manière qu'elles jugeront la meilleure.

Article 50

Frais d'extradition

Les frais d'extradition seront à la charge de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils ont été encourus.; les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

Article 51

Obligation de poursuivre

1. Chaque Partie contractante procédera sur demande de l'autre Partie contractante et conformément à sa législation nationale, à la poursuite pénale de ses ressortissants qui ont commis sur le territoire de la Partie requérante une infraction donnant lieu à extradition.

2. La demande sera accompagnée des documents relatifs à l'infraction et de toute pièce à conviction existante.

3. La demande relative à l'ouverture d'une procédure pénale sera adressée par le Procureur général de la République Hellénique et par le Procureur général de la République Populaire de Bulgarie.

4. La Partie requise informera la Partie requérante des résultats des poursuites et, en cas de jugement définitif, lui en adressera expédition.

Article 52

Remise temporaire de détenus

Lorsqu'en liaison avec des poursuites pénales entamées sur le territoire de l'une des Parties contractantes il y aura lieu d'interroger personnellement comme témoin un individu détenu sur le territoire de l'autre Partie contractante celle-ci l'extradera temporairement à la demande de la Partie requérante. La Partie requérante maintiendra cet individu en état d'arrestation et dès la fin de l'interrogatoire elle le renverra à la Partie requise.

Article 53

Remise d'objets ayant trait à l'infraction

1. Les objets se trouvant sur l'individu qui a commis l'infraction donnant lieu à extradition ainsi que les autres objets pouvant servir de pièces à conviction dans une procédure pénale seront remis à la Partie requérante même dans les cas où l'extradition ne peut avoir lieu parceque l'individu réclamé est décédé ou pour d'autres raisons.

2. La Partie requise peut différer la remise des objets réclamés si elle en a besoin aux fins d'une autre procédure pénale.

3. Les droits des tiers sur les objets remis à l'autre Partie contractante seront réservés. Après la clôture de la procédure ces objets seront retournés à la Partie qui les a envoyés pour être remis aux ayants droit.

4. La remise d'objets en vertu du paragraphe 1er se fera conformément à l'article 16 de la présente Convention

Article 54

Notification des jugements de condamnation

1. Les Parties contractantes s'informeront mutuellement des condamnations définitives prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie.

2. Sur demande motivée les Parties contractantes s'in formeront mutuellement des jugements de condamnation prononcés contre des individus qui ne sont pas ressortissants de la Partie requérante.

3. Sur demande, les Parties contractantes se remettront si possible les empreintes digitales des personnes visées aux paragraphes 1er et 2 du présent article.

4. Les renseignements relatifs aux questions visées aux paragraphes précédents seront transmis suivant la procédure établie à l'article 9 de la présente Convention.

CHAPITRE V'

DISPOSITIONS FINALES

Article 55

La Convention d'extradition entre la République Hellénique et le Royaume de Bulgarie signée à Sofia le 21 février 1929, ainsi que son Protocole additionnel, sont sans valeur juridique.

Article 56

La présente Convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans à moins que l'une des Parties contractantes ne la dénonce six mois avant l'expiration de la periode quinquenale en cours.

Article 57

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Sofia.

Fait à Athènes le 10 avril mile neuf cent soixante seize en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie	Pour le Président de la République Hellénique
PETER MLADENOV	DIMITRIOS BITSIOS

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τὸ Συμβούλιον τοῦ Κράτους τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἀποδίδοντες μεγάλην σημασίαν εἰς τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸν τομέα τῶν δικαστικῶν σχέσεων,

ἀπεφάσισαν

νὰ συνάψουν μίαν Σύμβασιν ἀμοιβαίας δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων καί, πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, διώρισαν ὡς πληρεξουσίους των:

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὸν Κύριον Δημήτριον Μπίτσιον, Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν,

Τὸ Συμβούλιον τοῦ Κράτους τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τὸν Κύριον Πέτερ Μλαντένωφ, Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν,

οἱ ὁποῖοι, ἀνταλλάξαντες τὰ πληρεξούσια ἔγγραφά των εὑρεθέντα ἐν πλήρει τάξει, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι'.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Νομικὴ προστασία.

1. Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀπολαύουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, προκειμένου περὶ τῶν προσωπικῶν καὶ περιουσιακῶν δικαιωμάτων, τῆς αὐτῆς νομικῆς προστασίας ἧς, ἀπολαύουν καὶ οἱ ὑπήκοοι τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

2. Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δικαιοῦνται ὅπως ἐλευθέρως καὶ ἀκωλύτως ἀπευθύνωνται εἰς τὰ δικαστήρια, τὴν εἰσαγγελίαν, τοὺς Συμβολαιογράφους (καλούμενα ἐφ' ἑξῆς «δικαστικαὶ ἀρχαὶ») καὶ ἄλλα ὄργανα τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ὁποίων ἐμπίπτουν αἱ ἀποτελοῦσαι ἀντικείμενον τῆς παρούσης συμβάσεως ὑποθέσεις, δύνανται νὰ ἐμφανίζωνται ἐνώπιον αὐτῶν, νὰ ὑποβάλλουν αἰτήσεις καὶ ἐγείρουν ἀγωγὰς ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς οἱ ὑπήκοοι τοῦ Μέρους τούτου ὅρους.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου Ι' τῆς παρούσης συμβάσεως ἰσχύουν MUTATIS MUTANDIS καὶ προκειμένου περὶ νομικῶν προσώπων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 2.

Δικαστικὴ ἀρωγή.

1. Αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ ἀμφοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, παρέχουν ἀμοιβαίως δικαστικὴν ἀρωγὴν ἐπὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων, περιλαμβανομένων τῶν οἰκογενειακῶν καὶ ἐμπορικῶν καὶ ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων.

2. Αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ παρέχουν δικαστικὴν ἀρωγὴν καὶ εἰς τὰ ἕτερα ὄργανα, εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ὁποίων ἐμπίπτουν αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑποθέσεις.

Ἄρθρον 3.

Τρόποι ἐπικοινωνίας.

Αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπικοινωνοῦν μεταξύ των πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς μέσῳ τῶν κεντρικῶν των ὀργάνων, ἤτοι διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν τὸ Ὑπουργεῖον Δικαιοσύνης καὶ διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας τὸ Ὑπουργεῖον Δικαιοσύνης ἢ τὸν Γενικὸν Εἰσαγγελέα.

Ἄρθρον 4.

Ἔκτασις τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν ἀμοιβαίως δικαστικὴν ἀρωγὴν διὰ τῆς ἐνεργείας ὡρισμένων διαδικαστικῶν πράξεων, εἰδικώτερον δέ: μεταβιβάσεως καὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων, διενεργείας ἐρευνῶν, κατασχέσεως καὶ παραδόσεως τεκμηρίων, διενεργείας πραγματογνωμοσύνης, ἐξετάσεως κατηγορουμένων, μαρτύρων, ἐμπειρογνωμόνων, ἐξετάσεως διαδίκων καὶ ἑτέρων προσώπων, ὡς ἐπίσης καὶ δικαστικῆς αὐτοψίας.

Ἄρθρον 5.

Περιεχόμενον τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως.

1. Ἡ αἴτησις δικαστικῆς ἀρωγῆς δέον ὅπως περιλαμβάνῃ:

α) τὴν ἐπωνυμίαν τοῦ ὀργάνου ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις,

β) τὴν ἐπωνυμίαν τοῦ ὀργάνου πρὸς τὸ ὁποῖον ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις,

γ) τὸν προσδιορισμὸν τῆς ὑποθέσεως ἐπὶ τῆς ὁποίας αἰτεῖται ἡ δικαστικὴ ἀρωγή,

δ) τὰ ὀνόματα, τὰς διευθύνσεις καὶ τὴν ὑπηκοότητα τῶν διαδίκων, κατηγορουμένων, ὑποδίκων καὶ καταδίκων,

ε) τὰ ὀνόματα καὶ τὰς διευθύνσεις τῶν ἐκπροσώπων τῶν διαδίκων.

στ) τὸ ἀντικείμενον τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως καὶ τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς στοιχεῖα,

ζ) ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, περιγραφὴν τοῦ ἀδικήματος καὶ χαρακτηρισμὸν τούτου.

2. Αἱ αἰτήσεις περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς δέον νὰ φέρουν ὑπογραφὴν καὶ σφραγῖδα.

Ἄρθρον 6.

Διαδικασία ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεως.

1. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν περὶ δικαστικῆς ἀρωγῆς αἰτήσεων, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ἐφαρμόζει τὴν νομοθεσίαν τοῦ κράτους του.

2. Ἐὰν τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον τυγχάνῃ ἀναρμόδιον, τοῦτο διαβιβάζει τὴν αἴτησιν πρὸς τὸ ἁρμόδιον ὄργανον.

3. Ἐὰν ἡ ἀκριβὴς διεύθυνσις τοῦ ἀναφερομένου ἐν τῇ αἰτήσει προσώπου εἶναι ἄγνωστος, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς διευθύνσεως. Ἐν ἀδυναμίᾳ ἐκτελέσεως τῆς αἰτήσεως, τὰ ἔγγραφα ἐπιστρέφονται εἰς τὸ ὄργανον - ἀποστολέα.

4. Μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς αἰτήσεως, τὸ πρὸς ὃ αὕτη ἀπευθύνεται ὄργανον, ἐπιστρέφει τὰ ἔγγραφα εἰς τὸ ὄργανον, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, ἐφ' ὅσον δὲ ἡ αἴτησις δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐκτελεσθῇ, πληροφορεῖ τοῦτο περὶ τῶν λόγων τῆς μὴ ἐκτελέσεως.

Ἄρθρον 7.

Ἀσυλία μαρτύρων καὶ ἐμπειρογνωμόνων.

1. Μάρτυς ἢ ἐμπειρογνώμων ὅστις ἤθελε κατόπιν προσκλήσεως, ἐπιδοθείσης αὐτῷ ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις, ἐμφανισθῇ ἐνώπιον τοῦ ὀργάνου τοῦ Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, δὲν ὑπόκειται, ἀνεξαρτήτως τῆς ὑπηκοότητος τούτου, εἰς ποινικὴν δίωξιν ἢ εἰς ἐκτέλεσιν ἐπιβληθείσης ποινῆς δι' ἀδίκημα διαπραχθὲν πρὸ τῆς διελεύσεως τῶν συνόρων του.

2. Ἡ ἀσυλία τοῦ μάρτυρος ἢ τοῦ ἐμπειρογνώμονος ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον αἴρεται εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οὗτος, ἔχων τὴν δυνατότητα νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις κατὰ τὴν διάρκειαν δέκα συναπτῶν ἡμερῶν ἀφ' ἧς αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ ἐγνωστοποίησαν πρὸς αὐτὸν ὅτι ἡ παρουσία του δὲν ἦτο πλέον ἀναγκαία, ἤθελεν ἐν τούτοις παραμείνει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου ἢ ἤθελεν ἐπιστρέψει μετὰ τὴν ἀναχώρησίν του. Εἰς τὴν προθεσμίαν ταύτην δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος καθ' ὃν ὁ μάρτυς ἢ ὁ ἐμπειρογνώμων, δι' ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεώς του λόγους, δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τῆς χώρας.

Ἄρθρον 8.

Ἔγγραφα.

1. Τὰ καταρτισθέντα ἔγγραφα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἢ τὰ ἐπικυρωθέντα ὑπὸ τῶν ὀργάνων τούτων ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἁρμοδιότητός των, συμφώνως, πρὸς τοὺς ἰσχύοντας τύπους καὶ φέροντα σφραγῖδα, θὰ γίνωνται δεκτὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἄνευ ἐπικυρώσεως.

2. Θὰ ἀπαλλάσσωνται ὡσαύτως ἐπικυρώσεως τὰ ἰδιωτικὰ ἔγγραφα, ἅτινα εἶναι κεκυρωμένα ὑπὸ δικαστηρίου ἢ ἑτέρου ἁρμοδίου ὀργάνου τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς χρῆσιν των ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ ἑτέρων ὀργάνων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 9.

Ἐπίδοσις ἐγγράφων.

1. Τὸ πρὸς ἣν ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ἐνεργεῖ τὴν ἐπίδοσιν συμφώνως πρὸς τὰ ἰσχύοντα προκειμένου περὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων ἐν τῷ κράτει τούτῳ ἐφ' ὅσον τὰ πρὸς ἐπίδοσιν ἔγγραφα εἶναι συντεταγμένα εἰς τὴν γλῶσσαν τούτου ἢ ἔχει συναφθῇ αὐτοῖς θεωρημένη μετάφρασις. Ἐὰν τὰ ἔγγραφα δὲν ἀνταποκρίνωνται εἰς τοὺς ὅρους τούτους, ταῦτα εἶναι δυνατὸν νὰ ἐπιδοθοῦν εἰς τὸν παραλήπτην, μόνον ἐφ' ὅσον οὗτος ἤθελεν ἀποδεχθῇ τὴν παραλαβήν των.

2. Εἰς τὴν περὶ ἐπιδόσεως αἴτησιν δέον ν' ἀναφέρεται ἡ ἀκριβὴς διεύθυνσις τοῦ παραλήπτου καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ πρὸς ἐπίδοσιν ἐγγράφου.

3. Ἐφ' ὅσον ἡ ἐπίδοσις τῶν ἐγγράφων δὲν καθίσταται δυνατὸν νὰ ἐκτελεσθῇ εἰς τὴν ἀναφερομένην διεύθυνσιν, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς ἀληθοῦς διευθύνσεως· μὴ οὔσης δὲ δυνατῆς τῆς ἐξακριβώσεως τῆς διευθύνσεως, τὰ ἔγγραφα ἐπαναφέρονται εἰς τὸ ὄργανον - ἀποστολέα.

Ἄρθρον 10.

Βεβαίωσις περὶ ἐπιδόσεως ἐγγράφων.

Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον ὀφείλει νὰ βεβαιώσῃ τὴν ἐπίδοσιν, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας ἐπιδόσεως τῶν ἐγγράφων, τοὺς ἰσχύοντας ἐν τῷ κράτει πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις. Εἰς τὴν βεβαίωσιν δέον νὰ ἀναφέρωνται ὁ τόπος, ἡ ἡμερομηνία ἐπιδόσεως καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ παραλήπτου.

Ἄρθρον 11.

Ἐπίδοσις ἐγγράφων εἰς ἰδίους ὑπηκόους.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δικαιοῦνται νὰ ἐπιδίδουν ἔγγραφα πρὸς τοὺς ὑπηκόους τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας καὶ μέσῳ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ἀντιπροσωπειῶν των.

2. Κατὰ τὴν ἐπίδοσιν ταύτην δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ ἀναγκαστικῶν μέτρων.

Ἄρθρον 12.

Δαπάναι σχετικαὶ πρὸς τὴν δικαστικὴν ἀρωγήν.

1. Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος δὲν ἀξιοῖ τὴν καταβολὴν τῶν ἐξόδων παροχῆς τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν ἅπαντα τὰ ἔξοδα, τὰ προκύπτοντα κατὰ τὴν παροχὴν τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς εἰς τὸ ἔδαφός των.

2. Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις ὄργανον πληροφορεῖ τὸ ὄργανον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, περὶ τοῦ ὕψους τῶν δαπανῶν. Ἐὰν τὸ ὄργανον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἰτη-

σις, εἰσπράξῃ ταύτας, τὸ εἰσπραχθὲν ποσὸν παραμένει παρὰ τῷ συμβαλλομένῳ Μέρει, οὗτινος τὸ ὄργανον εἰσέπραξε τὸ ποσόν.

Ἄρθρον 13.

Ἐνημέρωσις ἐπὶ νομικῶν θεμάτων.

Τὰ κεντρικὰ ὄργανα τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐνημερώνουν ἄλληλα ἐπὶ τῆς ἐν ἰσχύι νομοθεσίας των.

Ἄρθρον 14.

Ἄρνησις δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ δύναται νὰ μὴν γίνῃ ἀποδεκτή :

1. Ἐὰν ἡ αἴτησις ἀφορᾷ εἰς ἀδικήματα τὰ ὁποῖα θεωροῦνται ὑπὸ τοῦ Μέρους πρὸς ὃ ἡ αἴτησις ὡς πολιτικὰ ἀδικήματα.

2. Ἐὰν τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος θεωρῇ ὅτι ἡ ἐκτέλεσις αὐτῆς θίγει τὴν κυριαρχίαν, τὴν ἀσφάλειαν ἢ τὴν δημοσίαν τάξιν του.

Ἄρθρον 15.

Ληξιαρχικαὶ πράξεις.

1. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θ' ἀπευθύνῃ πρὸς τὸ ἕτερον ἀποσπάσματα τῶν ληξιαρχικῶν βιβλίων διὰ τὰς γεννήσεις, γάμους καὶ θανάτους τῶν ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ τὰς σχετικὰς τροποποιήσεις καὶ συμπληρώσεις.

2. Αἱ ληξιαρχικαὶ πράξεις θανάτου θὰ ἀποστέλλωνται αὐτοδικαίως, αἱ ἕτεραι δὲ κατόπιν αἰτήσεως. Ἅπασαι αἱ ὡς ἄνω ληξιαρχικαὶ πράξεις θὰ διαβιβάζωνται δωρεὰν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 16.

Παράδοσις ἀντικειμένων καὶ μεταφορὰ χρηματικῶν ποσῶν.

Ἡ παράδοσις ἀντικειμένων καὶ ἡ μεταφορὰ χρηματικῶν ποσῶν θὰ ἐκτελοῦνται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 17.

Γλῶσσα.

Κατὰ τὰς ἀμοιβαίας ἐπικοινωνίας των, αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ποιοῦνται χρῆσιν τῆς γλώσσης τοῦ κράτους των, μεταφραζομένων συνάμα τῶν πράξεων καὶ ἐγγράφων τὰ ὁποῖα ἀνταλλάσσονται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις μέρους εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Δικαστικαὶ δαπάναι καὶ διαδικαστικαὶ διευκολύνσεις.

Ἄρθρον 18.

Παρὰ ὑπηκόου ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν νομικῶν προσώπων, ὅστις προσφεύγει εἰς δικαστήριον τοῦ ἑτέρου Μέρους, διαμένει δὲ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀπαιτηθῇ ἐγγύησις διὰ δικαστικὰς δαπάνας, ἐκ τοῦ γεγονότος καὶ μόνον ὅτι οὗτος τυγχάνει ἀλλοδαπὸς ἢ δὲν ἔχει μόνιμον κατοικίαν, διαμονὴν ἢ ἕδραν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 19.

Διαδικαστικαὶ διευκολύνσεις.

Οἱ ὑπήκοοι ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαλλάσσονται τῆς καταβολῆς τελῶν χαρτοσήμου καὶ δικαστικῶν δαπανῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους καὶ ἀπολαύουν ἄλλων διευκολύνσεων ὡς καὶ ἀτελοῦς δικαστικῆς ἀρωγῆς ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ τὴν αὐτὴν ἔκτασιν ὡς καὶ οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 20.

1. Τὰ περὶ προσωπικῆς, οἰκογενειακῆς καὶ περιουσιακῆς καταστάσεως ἔγγραφα τοῦ αἰτοῦντος, ὁ ὁποῖος ἐπιθυμεῖ νὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 19 διευκολύνσεων, ἐκδίδονται παρὰ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κατοικεῖ οὗτος.

2. Ἐὰν ὁ ἐπιθυμῶν νὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν ἀνωτέρω διευκολύνσεων, δὲν κατοικῇ ἢ διαμένῃ εἰς τὸ ἔδαφος οὐδενὸς τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, τὸ ἔγγραφον δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἢ προξενικῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ κράτους του.

3. Τὸ ἀποφασίζον περὶ τῶν διευκολύνσεων δικαστικὸν ὄργανον συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19, δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰ στοιχεῖα παρὰ τοῦ ἐκδόσαντος τὰ ἔγγραφα ὀργάνου.

Ἄρθρον 21.

Ἐὰν ὑπήκοος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν προτίθεται ὅπως ζητήσῃ, ἵνα τύχῃ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 19 διευκολύνσεων ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τοῦ ἑτέρου Μέρους, οὗτος δύναται νὰ γνωρίσῃ τοῦτο εἰς τὰ ἁρμόδια τοῦ τόπου κατοικίας ἢ διαμονῆς του ὄργανα. Τὰ ὄργανα ταῦτα μεταβιβάζουν τὴν αἴτησιν καὶ τὸ πρωτόκολλον μετὰ τῶν ἐκδοθέντων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 20 ἐγγράφων εἰς τὰ ἁρμόδια ὄργανα τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 22.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὑπήκοος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ὀφείλει νὰ καταβάλῃ τέλη καὶ δικαστικὰς δαπάνας εἰς τὸ ὄργανον τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου οὗτος κατοικεῖ ἢ διαμένει, παρέχεται αὐτῷ ἐπαρκὴς προθεσμία πρὸς ἐξόφλησιν τούτων.

Ἄρθρον 23.

Ἐκτέλεσις ἀποφάσεων περὶ δικαστικῶν δαπανῶν.

1. Ἐὰν διάδικος ἀπηλλαγμένος, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18 τῆς παρούσης συμβάσεως, τῆς καταβολῆς ἐγγυήσεως διὰ δικαστικὰ ἔξοδα ὑποχρεωθῇ, δυνάμει τελεσιδίκου ἀποφάσεως, ἐκδοθείσης εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς καταβολὴν δικαστικῶν ἐξόδων ὑπὲρ τοῦ ἀντιδίκου, τὸ ἁρμόδιον δικαστήριον τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους κηρύσσει τῇ αἰτήσει του ἀτελῶς τὴν ἀπόφασιν ἐκτελεστὴν ὡς πρὸς τὰς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων διατάξεις αὐτῆς.

2. Εἰς τὰς δικαστικὰς δαπάνας προστίθενται ἐπίσης καὶ αἱ δαπάναι μεταφράσεως καὶ ἐπικυρώσεως τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 24 ἐγγράφων.

Ἄρθρον 24.

1. Εἰς τὴν αἴτησιν περὶ ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων διατάξεως ἀποφάσεως ἐπισυνάπτεται θεωρημένον ἀντίγραφον τῆς ἀποφάσεως περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ὡς καὶ πᾶν ἔγγραφον ἐπίσημον ἐξ οὗ προκύπτει τὸ τελεσίδικον καὶ ἡ ἐκτελεστότης τῆς ἀποφάσεως.

2. Τὰ περὶ ὧν πρόκειται ἔγγραφα δέον νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐνεργεῖται ἡ εἴσπραξις τῶν ἐν λόγῳ ἐξόδων.

3. Τὸ δικαστήριον, τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπει τὴν ἐκτέλεσιν τῆς περὶ εἰσπράξεως δικαστικῆς δαπάνης ἀποφάσεως, ἐξετάζει μόνον ἐάν :

α) Ἡ ἀπόφασις τυγχάνῃ τελεσίδικος καὶ ἐκτελεστή.

β) Τὰ εἰς τὴν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενα ἔγγραφα ἔτυχον θεωρημένης μεταφράσεως.

Ἄρθρον 25.

Ἐὰν ἡ περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀπόφασις πρόκειται νὰ ἐκτελεσθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἡ περὶ ἐκτελέσεως αἴτησις ὑποβάλλεται ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους, τοῦ ἁρμοδίου διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως, ἢ τοῦ δικαστηρίου, τοῦ ἐκδόσαντος τὴν περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀπόφασιν. Τὸ δικαστήριον τοῦτο διαβιβάζει τὴν αἴτησιν πρὸς τὸ ἁρμόδιον

δικαστήριον τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους μετὰ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 24 τῆς παρούσης συμβάσεως ἐγγράφων.

Ἄρθρον 26.

1. Τὸ δικαστήριον ἐπιτρέπει ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἄνευ ἀκροάσεως τῶν διαδίκων.

2. Δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἄρνησις τῆς ἐκτελέσεως τῆς περὶ δικαστικῶν ἐξόδων ἀποφάσεως μὲ τὴν μόνην δικαιολογίαν ὅτι τὰ ὑποβαλόντα αἴτησιν πρόσωπα δὲν προκατέβαλον τὰ ἔξοδα τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ'.

Ἀναγνώρισις καὶ ἐκτέλεσις δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 27.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται νὰ ἀναγνωρίζῃ καὶ νὰ καθιστᾷ ἐκτελεστὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τὰς κάτωθι ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους :

α) Τὰς ἐχούσας νόμιμον ἰσχὺν καὶ ἐκτελεστὰς δικαστικὰς ἀποφάσεις ἐπὶ ἀστικῶν, οἰκογενειακῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων.

β) Τὰς ἐχούσας νόμιμον ἰσχὺν καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις ποινικῶν δικαστηρίων ἐπὶ θεμάτων ἀστικῆς ἀποζημιώσεως.

γ) Τοὺς δικαστικοὺς συμβιβασμούς.

Ἄρθρον 28.

Ἡ αἴτησις πρὸς ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτελεστότητα τῆς ἀποφάσεως δύναται νὰ κατατεθῇ ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου διαδίκου ἐνώπιον τοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις ἢ ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τὸ ὁποῖον ἀπεφάνθη πρωτοδίκως ἐπὶ τῆς ὑποθέσεως.

Ἄρθρον 29.

Ἡ αἴτησις πρὸς κήρυξιν τῆς ἀποφάσεως ἐκτελεστῆς δέον νὰ συνοδεύεται :

α) Ὑπὸ τοῦ πλήρους κειμένου τῆς ἀποφάσεως περὶ ἧς ἡ αἴτησις. Ἐὰν δὲν προκύπτῃ ἡ νόμιμος ἰσχὺς καὶ ἡ δυνατότης ἐκτελέσεως τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως, αὕτη δέον νὰ συνοδεύεται ὑπὸ ἐγγράφου ἁρμοδίως βεβαιοῦντος ὅτι ἡ τοιαύτη ἀπόφασις τυγχάνει ἐν νομίμῳ ἰσχύι.

β) Ὑπὸ ἐγγράφου, βεβαιοῦντος ὅτι ἐγένετο νόμιμος ἐπίδοσις κατὰ τὸν δέοντα χρόνον εἰς τὸν ἐρημοδικοῦντα ἐναγόμενον ἢ εἰς τὸν ἀντιπρόσωπόν του.

γ) Ὑπὸ κεκυρωμένης μεταφράσεως τῆς αἰτήσεως καὶ τῶν ὑπὸ τὰ στοιχεῖα (α) καὶ (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐγγράφων.

Ἄρθρον 30.

Πρὸ τῆς ἐκδικάσεως τῆς αἰτήσεως, τὸ δικαστήριον δύναται ἐνδεχομένως νὰ ζητήσῃ διασαφηνίσεις ἀπὸ τοὺς διαδίκους καί, κατόπιν ἀκροάσεώς των, νὰ ἀπαιτήσῃ πρόσθετα ἔγγραφα. Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις δικαστήριον δύναται ἐπίσης νὰ ζητήσῃ διασαφηνίσεις ἀπὸ τὸ ἐκδὸν τὴν ἀπόφασιν δικαστήριον.

Ἄρθρον 31.

1. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀποφάσεως, θὰ ἐφαρμόζεται ἡ νομοθεσία τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐκτελεῖται ἡ ἀπόφασις.

2. Ὁ ἐναγόμενος δύναται νὰ προβάλῃ ἐνστάσεις κατὰ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, ἐὰν τοῦτο εἶναι παραδεκτὸν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Κράτους τὸ δικαστήριον τοῦ ὁποίου ἐξέδοσε τὴν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 32.

Ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἡ ἐκτέλεσις ἀποφάσεως δύναται νὰ μὴ γίνουν δεκταί :

α) Ἐὰν ὁ ἐναγόμενος ἐρημοδίκησε ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι οὗτος ἢ ὁ ἀντιπρόσωπός του δὲν ἐκλητεύθησαν νομίμως ἢ ἐὰν ἡ κλήτευσις ἐγένετο μόνον διὰ δημοσιεύσεως.

β) Ἐὰν ἡ ἀπόφασις ἀντιφάσκῃ πρὸς προγενεστέραν ἀπόφασιν ἔχουσαν νόμιμον ἰσχύν, ἐκδοθεῖσαν μεταξὺ τῶν αὐτῶν διαδίκων, ἐπὶ τοῦ ἰδίου ἀντικειμένου καὶ τῆς αὐτῆς οὐσίας, ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον ὅπως ἀναγνωρισθῇ ἢ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις.

γ) Ἐὰν ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν τοῦ Κράτους ἔνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις.

δ) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ δικαστήριον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἐκτελεσθῇ εἶναι τὸ ἀποκλειστικῶς ἁρμόδιον ὄργανον πρὸς ἐκδίκασιν τῆς περὶ ἧς πρόκειται ὑποθέσεως.

Ἄρθρον 33.

Ἔξοδα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ σχετικὰ μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεως ἔξοδα, ἐφαρμόζεται ἡ νομοθεσία τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἐκτελεσθῇ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV'.

Ἔκδοσις.

Ἄρθρον 34.

Ὑποχρέωσις πρὸς ἔκδοσιν.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκδίδουν ἀμοιβαίως, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμβάσεως, πρόσωπα εὑρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἐξ αὐτῶν, διωκόμενα διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ πρὸς ἐκτέλεσιν ποινῆς ἐπιβληθείσης ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ αἰτουμένου τὴν ἔκδοσιν συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ ἔκδοσις ἐπιτρέπεται μόνον προκειμένου περὶ ἀδικημάτων διὰ τὰ ὁποῖα, κατὰ τὴν νομοθεσίαν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, προβλέπεται ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας ἑνὸς τοὐλάχιστον ἔτους ἢ ἑτέρα βαρυτέρα ποινὴ ἢ διὰ τὴν διάπραξιν τῶν ὁποίων ἐπεβλήθη ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου τοῦ αἰτουμένου Μέρους ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας οὐχὶ μικροτέρα τοῦ ἑξαμήνου (καλούμενα ἐφ' ἑξῆς «ἀδικήματα δι' ἃ ἐπιτρέπεται ἔκδοσις»).

Ἄρθρον 35.

Ἄρνησις ἐκδόσεως.

1. Δὲν ἐπιτρέπεται ἔκδοσις ἐφ' ὅσον :

α) Τὸ ἀδίκημα διεπράχθη ὑπὸ προσώπου τὸ ὁποῖον ἦτο ὑπήκοος τοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς τελέσεώς του.

β) Τὸ ἀδίκημα διεπράχθη ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις.

γ) Τὸ ἀδίκημα διὰ τὸ ὁποῖον ζητεῖται ἡ ἔκδοσις διεπράχθη ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτοῦντος τὴν ἔκδοσιν Μέρους καὶ ἐφ' ὅσον ἡ νομοθεσία τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους δὲν προβλέπει δίωξιν εἰς περίπτωσιν παρομοίου ἀδικήματος διαπραχθέντος ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους του ἢ δὲν ἐπιτρέπει τὴν ἔκδοσιν διὰ τὸ ἀδίκημα ἐπὶ τοῦ ὁποίου βασίζεται ἡ αἴτησις.

δ) Τὸ ἀδίκημα εἶναι πολιτικοῦ χαρακτῆρος.

ε) Ἡ ποινικὴ δίωξις ἢ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ποινῆς κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἶναι ἀπαράδεκτοι λόγῳ παραγραφῆς αὐτῶν, ἢ δι' ἄλλους λόγους ἀποκλείοντας τὴν ποινικὴν δίωξιν ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς.

στ) Τὸ ἐκζητούμενον ἄτομον ἐκρίθη δι' ὁριστικῆς ἀποφάσεως τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις Μέρους διὰ τὰ γεγονότα διὰ τὰ ὁποῖα ζητεῖται ἡ ἔκδοσις ἢ τὰ ἁρμόδια ὄργανα τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους ἀπεφάσισαν τὴν μὴ ἄσκησιν διώξεως ἢ τὴν παῦσιν τῆς διώξεως τῆς ἀσκηθείσης διὰ τὰ αὐτὰ γεγονότα.

ζ) Συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ποινικὴ δίωξις προϋποθέτει κατάθεσιν ἐγκλήσεως παρὰ τοῦ παθόντος προσώπου.

2. Δὲν ἐπιτρέπεται ἔκδοσις καὶ διὰ στρατιωτικὸν ἀδίκημα, τὸ ὁποῖον συνίσταται ἀποκλειστικῶς εἰς παράβασιν καθαρῶς στρατιωτικῶν ὑποχρεώσεων καὶ δὲν συνδέεται πρὸς ἕτερον ἀδίκημα κοινοῦ δικαίου.

Ἄρθρον 36.

Διαδικασία ἐκδόσεως.

Ἡ περὶ ἐκδόσεως αἴτησις ὑποβάλλεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 37.

Αἴτησις περὶ ἐκδόσεως.

1. Ἡ περὶ ἐκδόσεως αἴτησις δέον ὅπως περιλαμβάνῃ τὸ ὄνομα τοῦ προσώπου οὗτινος ζητεῖται ἡ ἔκδοσις, τὴν ὑπηκοότητα τούτου, τὸν τόπον κατοικίας ἢ διαμονῆς του, στοιχεῖα συστατικὰ τοῦ ἀδικήματος καὶ περὶ τῆς συνεπείᾳ τούτου προκληθείσης ζημίας.

2. Εἰς τὴν περὶ ἐκδόσεως αἴτησιν δέον νὰ ἐπισυνάπτωνται :

α) Ἐν περιπτώσει αἰτήσεως περὶ ποινικῆς διώξεως, ἐπίσημον ἀντίγραφον τοῦ ἐντάλματος συλλήψεως μετὰ περιγραφῆς τῶν πραγματικῶν περιστατικῶν τοῦ διαπραχθέντος ἀδικήματος καὶ τοῦ νομικοῦ χαρακτηρισμοῦ τούτου καί, ἐν περιπτώσει αἰτήσεως περὶ ἐκτελέσεως καταδικαστικῆς ἀποφάσεως, ἐπίσημον ἀντίγραφον τῆς ἀποκτησάσης ἰσχὺν δεδικασμένου δικαστικῆς ἀποφάσεως.

β) Τὸ κείμενον τῆς σχετικῆς ποινικῆς διατάξεως τῆς νομοθεσίας τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἡ δεδομένη πρᾶξις χαρακτηρίζεται ὡς ἀδίκημα.

γ) Ἐξωτερικὴ περιγραφὴ τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις καὶ εἰ δυνατὸν δακτυλικὰ ἀποτυπώματα καὶ φωτογραφία τούτου.

3. Ἐφ' ὅσον ὁ κατάδικος ἐξέτισε μέρος τῆς ποινῆς του, ἀναγκαία τυγχάνει ἡ ἀποστολὴ στοιχείου περὶ τούτου.

Ἄρθρον 38.

Σύλληψις ἐκζητουμένου πρὸς ἔκδοσιν.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ περὶ ἐκδόσεως αἴτησις πληροῖ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται αὕτη συμβαλλόμενον Μέρος λαμβάνει ἀμέσως μέτρα, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν του, διὰ τὴν σύλληψιν τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις.

Ἄρθρον 39.

Πρόσθετα στοιχεῖα.

1. Ἐὰν ἡ περὶ ἐκδόσεως τοῦ ἀτόμου αἴτησις δὲν περιλαμβάνῃ ἅπαντα τὰ ἀπαιτούμενα στοιχεῖα, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰς πληροφορίας ὁρίζον πρὸς τοῦτο προθεσμίαν μέχρι δύο μηνῶν. Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ, ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ πρὸς τοῦτο λόγοι.

2. Ἐὰν ἐντὸς τῆς ὁρισθείσης ἢ παραταθείσης προθεσμίας δὲν ληφθοῦν αἱ αἰτηθεῖσαι πληροφορίαι, τὸ ἁρμόδιον ὄργανον τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις Μέρους, δύναται νὰ ἀποστείλῃ τὴν περὶ ἐκδόσεως διαδικασίαν καὶ προβῇ εἰς ἐλευθέρωσιν τοῦ κρατουμένου προσώπου.

Ἄρθρον 40.

Προσωρινὴ κράτησις.

1. Εἰς ἐπειγούσας περιπτώσεις, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος, δύναται νὰ χωρήσῃ εἰς τὴν σύλληψιν τοῦ περὶ οὗ ἡ αἴτησις προσώπου πρὸ τῆς κατὰ τὸ ἄρθρον 37 τῆς παρούσης συμβάσεως λήψεως τῆς αἰτήσεως περὶ ἐκδόσεως. Τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, γνωστοποιεῖ τὴν ἔκδοσιν ἐντάλματος συλλήψεως τοῦ προσώπου ἢ τὴν ἔκδοσιν τελεσιδίκου καταδικαστικῆς ἀποφάσεως, γνωρίζον συνάμα ὅτι ἡ περὶ ἐκδόσεως τούτου αἴτησις θέλει διαβιβασθῇ ἀμέσως. Εἰς τοιαύτας περιπτώσεις ἡ περὶ συλλήψεως αἴτησις δύναται νὰ διαβιβασθῇ τηλεφωνικῶς, τηλεγραφικῶς εἴτε διὰ παντὸς ἄλλου μέσου καταλείποντος ἔγγραφον μήνυμα.

2. Τὰ ἁρμόδια ὄργανα τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται καὶ ἄνευ τοιαύτης αἰτήσεως ὅπως προβαίνουν εἰς τὴν προσωρινὴν σύλληψιν προσώπου, διαμένοντος εἰς τὸ ἔδαφος αὐτῶν, ἐφ' ὅσον διαθέτουν στοιχεῖα ὅτι τοῦτο διέπραξεν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἀδίκημα δι' ὃ χωρεῖ ἔκδοσις. Περὶ τῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου συλλήψεως δέον ὅπως εἰδοποιηθῇ ἀμέσως τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἄρθρον 41.

Ἀπόλυσις προσωρινῶς συλληφθέντος προσώπου.

Συλληφθὲν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 40 τῆς παρούσης συμβάσεως πρόσωπον, ἐλευθεροῦται, ἐφ' ὅσον ἐντὸς 30ημέρου ἀπὸ τῆς διαβιβάσεως τῆς εἰδοποιήσεως περὶ τῆς συλλήψεως δὲν ὑποβληθῇ αἴτησις περὶ ἐκδόσεως παρὰ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους. Εἰς τοῦτο γνωστοποιεῖται ἡ ἀπόλυσις τοῦ προσώπου.

Ἄρθρον 42.

Ἀναβολὴ τῆς ἐκδόσεως.

Ἐὰν τὸ πρόσωπον, τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις, παρεπέμφθη εἰς δίκην διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ ἐκτίῃ ποινὴν δι' ἕτερον ἀδίκημα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους, ἡ ἔκδοσις δύναται ν' ἀναβληθῇ μέχρι τερματισμοῦ τῆς ποινικῆς δίκης ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς.

Ἄρθρον 43.

Προσωρινὴ ἔκδοσις.

1. Ἐὰν λόγῳ τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 42 τῆς παρούσης συμβάσεως ἀναβολῆς δύναται νὰ ἐπέλθῃ παραγραφὴ τοῦ ποινικοῦ ἀδικήματος ἢ νὰ προκληθοῦν σοβαραὶ δυσχέρειαι εἰς τὴν διερεύνησιν τοῦ ἀδικήματος, τὸ πρόσωπον τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις εἶναι δυνατὸν κατόπιν ἠτιολογημένης αἰτήσεως, νὰ ἐκδοθῇ προσωρινῶς εἰς τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται τὸ αἴτημα συμβαλλόμενον Μέρος.

2. Τὸ προσωρινῶς ἐκδοθὲν πρόσωπον δέον νὰ ἐπιστραφῇ εὐθὺς μετὰ τὸ πέρας τῶν διαδικαστικῶν ἐνεργειῶν ἐπὶ τῆς ποινικῆς ὑποθέσεως δι' ἣν ἔλαβε χώραν ἡ ἔκδοσίς του.

Ἄρθρον 44.

Συρροὴ αἰτήσεων περὶ ἐκδόσεως.

Ἐὰν ἤθελον ὑποβληθῇ ὑπὸ πλειόνων χωρῶν αἰτήσεις περὶ ἐκδόσεως τοῦ αὐτοῦ προσώπου, τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος ἀποφασίζει ποία ἐκ τῶν αἰτήσεων τούτων θὰ ἔδει νὰ ἱκανοποιηθῇ.

Ἄρθρον 45.

Ὅρια ποινικῆς διώξεως.

1. Ἄνευ συναινέσεως τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον δὲν δύναται νὰ παραπεμφθῇ διὰ ποινικὸν ἀδίκημα ἢ πρὸς ἔκτισιν ποινῆς δι' ἀδίκημα δι' ὃ τοῦτο δὲν ἔχει ἐκδοθῇ.

2. Τὸ πρόσωπον δὲν δύναται ὡσαύτως νὰ ἐκδοθῇ εἰς τρίτον Κράτος ἄνευ συναινέσεως τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους.

3. Δὲν εἶναι ἀπαραίτητος ἡ συναίνεσις τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους ἐφ' ὅσον :

α) Τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον δὲν ἐγκαταλείψει ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τοῦ τερματισμοῦ τῆς ποιν. διώξεως ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς, τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις. Εἰς τὴν προθεσμίαν δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος καθ' ὃν τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον οὐχὶ ἐξ ἰδίας αὐτοῦ ὑπαιτιότητος δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ ἐξ οὗ προῆλθεν ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους.

β) Τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον ἐγκατέλειψε τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις καὶ ἐπανῆλθεν εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 46.

Παράδοσις τοῦ ἐκζητουμένου.

1. Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, τὸν τόπον καὶ τὸν χρόνον τῆς παραδόσεως τοῦ ἐκζητουμένου προσώπου.

2. Ἐὰν τὸ συμβαλλόμενον Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις, δὲν ἤθελε παραλάβει τὸ ἐκζητούμενον πρόσωπον ἐντὸς 15 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ὁρισθείσης διὰ τὴν παράδοσιν ἡμερομηνίας, τοῦτο δύναται ν' ἀφεθῇ ἐλεύθερον.

Ἄρθρον 47.

Ἐπανέκδοσις.

Ἐὰν τὸ ἐκδοθὲν πρόσωπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἀποφύγῃ τὴν ποινικὴν δίωξιν ἢ τὴν ἔκτισιν τῆς ποινῆς καὶ ἐπιστρέψῃ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους, δέον ὅπως τοῦτο ἐπανεκδοθῇ κατόπιν νέας αἰτήσεως τοῦ αἰτοῦντος συμβαλλομένου Μέρους ἄνευ ὑποβολῆς τῶν στοιχείων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 37 τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 48.

Γνωστοποίησις ἀποτελεσμάτων τῆς ποινικῆς διώξεως.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν ἀμοιβαίως τὰ ἀποτελέσματα τῆς ποινικῆς διώξεως κατὰ τοῦ ἐκδοθέντος εἰς ταῦτα προσώπου. Ἐὰν δὲ κατὰ τοῦ προσώπου τούτου ἐξεδόθη καταδικαστικὴ ἀπόφασις, μετὰ τὴν τελεσιδικίαν ταύτης, ἀποστέλλεται κεκυρωμένον ἀντίγραφον αὐτῆς.

Ἄρθρον 49.

Διέλευσις.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται, αἰτήσει τοῦ ἑτέρου Μέρους, ὅπως ἐπιτρέψῃ τὴν διὰ τοῦ ἐδάφους του διέλευσιν τῶν προσώπων, τῶν ἐκδιδομένων ὑπὸ τρίτης χώρας πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ ἐπιτρέψουν τοιαύτην διέλευσιν ἐφ' ὅσον δὲν προβλέπεται ἔκδοσις ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

2. Ἡ περὶ ἀδείας διελεύσεως αἴτησις δέον νὰ ὑποβληθῇ διὰ τῆς αὐτῆς ὁδοῦ ὡς καὶ ἡ περὶ ἐκδόσεως αἴτησις.

3. Τὰ ὄργανα τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους ἐνεργοῦν τὴν διέλευσιν κατὰ τὸν προσφορώτερον δι' αὐτὰ τρόπον.

Ἄρθρον 50.

Δαπάναι ἐκδόσεως.

Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν ἔκδοσιν δαπάναι βαρύνουν τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἀνέκυψαν αὗται, αἱ δὲ δαπάναι τῆς διελεύσεως τὸ συμβαλλόμενον Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 51.

Ὑποχρέωσις ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται, αἰτήσει τοῦ ἑτέρου Μέρους, ὅπως ἀσκήσῃ συμφώνως, πρὸς τὸ δίκαιον αὐτοῦ, ποινικὴν δίωξιν κατὰ ἰδίου αὐτοῦ ὑπηκόου διαπράξαντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ἀδίκημα δι' ὃ ἐπιτρέπεται ἔκδοσις.

2. Εἰς τὴν αἴτησιν δέον ὅπως περιγράφωνται τὰ πραγματικὰ περιστατικὰ τοῦ ἀδικήματος καὶ ἐπισυνάπτονται τὰ ὑφιστάμενα ἀποδεικτικὰ περὶ τούτου στοιχεῖα.

3. Ἡ περὶ ἀσκήσεως ποινικῆς διώξεως αἴτησις ὑποβάλλεται ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Δικαιοσύνης τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Εἰσαγγελέως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

4. Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ αἰτοῦν Μέρος τὰ ἀποτελέσματα τῆς ποινικῆς διώξεως, ἐν ᾗ δὲ περιπτώσει ὑφίσταται τελεσίδικος καταδικαστικὴ ἀπόφασις, διαβιβάζει καὶ κεκυρωμένον ἀντίγραφον ταύτης.

Ἄρθρον 52.

Προσωρινὴ παράδοσις συλληφθέντος προσώπου.

Ἐφ' ὅσον ἐξ ἀφορμῆς ποινικῆς διώξεως ἀσκουμένης εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν τυγχάνει ἀναγκαία ἡ προσωπικὴ ἐξέτασις ὡς μάρτυρος προσώπου, συλληφθέντος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Μέρους, τοῦτο προβαίνει, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν προσωρινὴν ἔκδοσιν τοῦ προσώπου πρὸς τὸ Μέρος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις. Τὸ αἰτοῦν Μέρος, κρατεῖ τὸ πρόσωπον ὑπὸ φρούρησιν καί, μετὰ τὴν ἐξέτασιν αὐτοῦ, ἐπιστρέφει τοῦτο ἀμέσως εἰς τὸ Μέρος πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 53.

Παράδοσις σχετικῶν πρὸς τὸ ἀδίκημα ἀντικειμένων.

1. Τὰ ἀντικείμενα τὰ προφανῶς ἐκ τῆς πράξεως τοῦ ἀδικήματος προερχόμενα ἢ τὰ χρησιμοποιηθέντα εἰς τὴν διάπραξιν αὐτῶν, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον ἀντικείμενον δυνάμενον νὰ χρησιμοποιηθῇ κατὰ τὴν ποινικὴν δίκην ὡς τεκμήριον παραδίδονται εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἡ ἔκδοσις τοῦ διαπράξαντος τὸ ἀδίκημα δὲν δύναται, συνεπείᾳ θανάτου ἢ ἄλλης αἰτίας, νὰ πραγματοποιηθῇ.

2. Τὸ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος δύναται ν' ἀναβάλῃ προσωρινῶς τὴν παράδοσιν τῶν αἰτηθέντων ἀντικειμένων ἐφ' ὅσον ταῦτα τυγχάνουν ἀναγκαῖα τούτῳ ἐν σχέσει πρὸς ἑτέραν ποινικὴν ὑπόθεσιν.

3. Τὰ δικαιώματα τρίτων ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων, ἅτινα παρεδόθησαν εἰς τὸ ἕτερον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, διατηροῦνται ἐν ἰσχύι. Μετὰ τὸ πέρας τῆς ποινικῆς διώξεως ταῦτα ἐπιστρέφονται εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, παρ' οὗ ἀπεστάλησαν, ἵνα παραδοθοῦν εἰς τοὺς δικαιούχους αὐτῶν.

4. Ἡ βάσει τῆς παραγράφου I παράδοσις ἀντικειμένων ἐνεργεῖται συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 54.

Κοινοποίησις καταδικαστικῶν ἀποφάσεων.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως τὰς τελεσιδίκους καταδικαστικὰς ἀποφάσεις αἵτινες ἐξεδόθησαν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου.

2. Κατόπιν ἠτιολογημένης αἰτήσεως, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν πρὸς ἄλληλα τὰς καταδικαστικὰς ἀποφάσεις κατὰ προσώπων, ἅτινα δὲν εἶναι ὑπόκοοι τοῦ Μέρους, ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

3. Κατόπιν αἰτήσεως τὰ συμβαλλόμενα μέρη παραδίδουν πρὸς ἄλληλα, εἰ δυνατόν, καὶ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα τῶν περὶ ὧν αἱ παράγραφοι 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προσώπων.

4. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ θέματα τῶν προηγουμένων παραγράφων πληροφορίαι θὰ διαβιβάζωνται συμφώνως πρὸς τὴν καθορισθεῖσαν εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς παρούσης συμβάσεως διαδικασίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V'.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 55.

Ἡ Σύμβασις περὶ ἐκδόσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Βουλγαρίας, ὑπογραφεῖσα ἐν Σόφιᾳ τὴν 21ην Φεβρουαρίου 1929, ὡς καὶ τὸ συμπληρωματικὸν αὐτῆς Πρωτόκολλον, δὲν ἔχουν νομικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνάπτεται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν Αὔτη παρατείνεται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως διὰ διαδοχικὰς

πενταετεῖς περιόδους ἐκτὸς ἐὰν τὸ ἓν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελε καταγγείλει ταύτην ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης πενταετοῦς περιόδου.

Ἄρθρον 57.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει κυρωθῇ καὶ τεθῇ ἐν ἰσχύι τριάκοντα ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἥτις θὰ λάβῃ χώραν εἰς Σόφιαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἀπριλίου χίλια ἐννεακόσια ἑβδομήκοντα ἓξ εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὸ Συμβούλιον τοῦ Κράτους τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ	ΠΕΤΕΡ ΜΛΑΝΤΕΝΩΦ

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 842

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Συμφωνίας Ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνολογικῆς συνεργασίας μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 ὑπογραφεῖσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Συμφωνία Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς συνεργασίας μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἕπεται:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς Συνεργασίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ κυβερνήσεις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἀφ' ἑτέρου, πρὸς περαιτέρω ἑδραίωσιν τῶν φιλικῶν των σχέσεων καὶ ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως ἀναπτύξουν καὶ προωθήσουν τὴν μεταξύ των συνεργασίαν εἰς τοὺς διαφόρους τομεῖς τῆς Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι.

Ἄρθρον 1.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη διαδηλώνουν τὴν ἐπιθυμίαν των ὅπως ἐνθαρρύνουν καὶ ἀναπτύξουν τὴν Ἐπιστημονικὴν καὶ Τεχνολογικὴν Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν χωρῶν των, βάσει τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, τὰ δύο μέρη θὰ προσδιορίσουν τοὺς διαφόρους τομεῖς τῆς συνεργασίας ταύτης.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιστημονικὴ καὶ Τεχνολογικὴ Συνεργασία μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τοὺς ἑκάστοτε κρινομένους ὑπ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν τούτων ὡς προσφορωτέρους τομεῖς, πραγματοποιεῖται βάσει προγραμμάτων συντασσομένων ἀπὸ κοινοῦ καὶ προβλεπόντων:

α) Ἀνταλλαγὰς Ἐπιστημόνων Θεωρητικῶν καὶ Ἐφηρμοσμένων Ἐπιστημῶν καὶ Εἰδικῶν ἐκ τῶν Ἐπιστημονικῶν Ἱδρυμάτων καὶ τῶν Κρατικῶν Φορέων.

β) Ἀπὸ κοινοῦ ἐκπονήσεις καὶ ἐκτελέσεις Ἐρευνητικῶν Προγραμμάτων ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος.

γ) Ἀνταλλαγὰς ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνολογικῶν πληροφοριῶν καὶ δημοσιεύσεων καὶ δημιουργίαν ἀμέσων ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν ὁμολόγων Κέντρων Τεκμηριώσεως καὶ Πληροφοριῶν Ἐρεύνης καὶ Ἐπιστήμης καὶ Ἐπιστημονικῶν Βιβλιοθηκῶν τῶν δύο χωρῶν.

δ) Διοργάνωσιν ἐπιστημονικῶν καὶ ἐπιστημο - τεχνικῶν ἐκδηλώσεων, ὅπως:
Συμποσίων, Ἡμερῶν Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας, Διαλέξεων καὶ Ἐκθέσεων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἀνταλλαγαὶ Ἐπιστημόνων θεωρητικῶν καὶ ἐφηρμοσμένων ἐπιστημῶν καὶ Εἰδικῶν θὰ πραγματοποιοῦνται πρὸς τὸν σκοπόν:

α) Τῆς ἐπιστημονικῆς ἐνημερώσεως.

β) Τῆς ἐξειδικεύσεως νέων Ἐπιστημόνων.

γ) Τῆς σχεδιάσεως καὶ ἐκτελέσεως κοινῶν ἐπιστημονικῶν καὶ ἐρευνητικῶν προγραμμάτων.

Αἱ ἀνταλλαγαὶ θὰ πραγματοποιοῦνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐπιστημονικῶν ἀναγκῶν ἑκάστου μέρους καὶ τῶν δυνατοτήτων καλύψεως τῶν ἀναγκῶν αὐτῶν ὑπὸ τοῦ ἑτέρου μέρους, χωρὶς νὰ περιορίζωνται μόνον μεταξὺ ὁμολόγων.

Ἄρθρον 4.

Συνιστᾶται Μικτὴ Ἑλληνο - Σοβιετικὴ Ἐπιτροπὴ Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς Συνεργασίας, ἀποτελουμένη ἐξ ἁρμοδίων κρατικῶν λειτουργῶν ἴσου ἀριθμοῦ ἐξ ἑκάστης χώρας. Εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς δύνανται νὰ μετάσχουν καὶ ἐμπειρογνώμονες.

Εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ὑπάγεται ἐπίσης καὶ ἡ συγκρότησις ὁμάδων ἐργασίας ἐπὶ εἰδικωτέρων θεμάτων, ὁ κοινὸς συντονισμὸς καὶ ἡ ἐπίβλεψις τῆς ἐξελίξεως τῆς συνεργασίας, ἡ ἐκτίμησις τῆς ἐκτελεσθείσης ἐργασίας καὶ ἡ ἐπεξεργασία προγραμμάτων Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνολογικῆς Συνεργασίας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται κατ' ἔτος εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ Σοβιετικὴν Ἕνωσιν, ἀντιστοίχως.

Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ἀνταλλάσσωνται αἱ σχετικαὶ προτάσεις, θὰ πραγματοποιοῦνται ἐκτιμήσεις τοῦ ἐκτελεσθέντος ἔργου καὶ θὰ καταρτίζεται τὸ ἑπόμενον πρόγραμμα συνεργασίας.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Ἐρευνητικὰ Κέντρα καὶ τὰ Ἐπιστημονικὰ Ἱδρύματα τῶν δύο Χωρῶν συνεργαζόμενα μεταξύ των, δύνανται νὰ καταρτίζουν καὶ ὑποβάλλουν πρὸς τὴν Μικτὴν Ἑλληνο - Σοβιετικὴν Ἐπιτροπὴν πρὸς ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν προτάσεις διὰ τὴν ἀπὸ κοινοῦ ἐκπόνησιν καὶ ἐκτέλεσιν ἐρευνητικῶν προγραμμάτων ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος.

Ἄρθρον 6.

Ὡς ἁρμόδιοι κρατικαὶ ἀρχαὶ διὰ τὴν ὑλοποίησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐξ ἑκάστης χώρας ὁρίζονται ἀντιστοίχως ἡ Ὑπηρεσία Ἐπιστημονικῆς Ἐρεύνης καὶ Ἀναπτύξεως τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καί Ἐπιστημῶν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κρατικὴ Ἐπιτροπὴ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἐπὶ τῆς Ἐπιστήμης καὶ Τεχνολογίας.

Ἄρθρον 7.

Τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν ὅτι οἱ οἰκονομικοὶ καὶ τεχνικοὶ ὅροι οἱ συνδεόμενοι πρὸς τὰς ἀνταλλαγὰς ἐπιστημόνων τοῦ ἄρθρου 2 παρ. α, θὰ πραγματοποιοῦνται εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπ' ἀμοιβαιότητι, ὡς ἑξῆς:

α) Ἡ ἀποστέλλουσα χώρα καλύπτει τὰ ἔξοδα μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς τῶν ἐπιστημόνων, ὡς καὶ τὰ μικροέξοδα τοῦ ταξιδίου των.

β) Ἡ φιλοξενοῦσα χώρα καλύπτει τὰ ἔξοδα παραμονῆς τῶν ἐπιστημόνων (διατροφὴ καὶ ξενοδοχεῖον), τὰ ἔξοδα ἐσωτερικῶν μετακινήσεων τῶν συνδεομένων μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προγραμμάτων, τὰ ἔξοδα ἰατρικῆς περιθάλψεως καὶ διαθέτει, ὅταν παρίσταται ἀνάγκη, τοὺς ἀπαιτουμένους μεταφραστάς.

Αἱ δαπάναι τῶν ἐκδηλώσεων τοῦ ἄρθρου 2 παρ. δ τῆς παρούσης Συμφωνίας καλύπτονται ὡς ἀκολούθως:

α) Ἡ φιλοξενοῦσα χώρα ἀναλαμβάνει τὴν ἐξασφάλισιν τῆς αἰθούσης, ὡς καὶ τὰς εἰδικὰς φροντίδας ἐξυπηρετήσεως τῆς ἐκδηλώσεως.

β) Αἱ δαπάναι μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τῶν ἐπιστημόνων καὶ αἱ δαπάναι μεταφορᾶς ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ καὶ ὀργάνων βαρύνουν τὴν χώραν ἐξ ἧς προέρχονται οἱ ἐπιστήμονες.

Αἱ δαπάναι ταξιδίου καὶ διαμονῆς τῶν μελῶν τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς θὰ βαρύνουν τὴν χώραν ἐξ ἧς προέρχονται ταῦτα.

Αἱ οἰκονομικαὶ καὶ διαδικαστικαὶ λεπτομέρειαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ρυθμίζονται διὰ τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ παραρτήματι διαλαμβανομένων, τὸ ὁποῖον καὶ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς παρούσης Συμφωνίας ἔχον τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως μὴ μεταδίδουν εἰς τρίτους, ἄνευ προηγουμένης συγκαταθέσεως τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων, ἐπιστημονικὰς καὶ λοιπὰς πληροφορίας, τῶν ὁποίων λαμβάνουν καθ' οἱονδήποτε τρόπον γνῶσιν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της καὶ διὰ χρονικὸν διάστημα τριῶν ἐτῶν, δύναται δὲ νὰ ἀνανεοῦται σιωπηρῶς ἀνὰ τριετίαν, ἐφ' ὅσον δὲν ἤθελε καταγγελθῆ ἐγγράφως ὑπὸ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τοὐλάχιστον ἕξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 10ην Ἰουνίου 1977 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ ρωσικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
(Ὑπογραφή)	(Ὑπογραφή)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἄρθρον 1.

Ἡ ἐπιστημονικὴ ἐνημέρωσις θὰ εἶναι διαρκείας 3 ἕως 15 ἡμερῶν δι' ἕκαστον ἐπιστήμονα.

Ἡ ἐξειδίκευσις νέων ἐπιστημόνων θὰ εἶναι διαρκείας 30 ἕως 180 ἡμερῶν δι' ἕκαστον ἐπιστήμονα.

Ἡ συνολικὴ χρονικὴ διάρκεια τῶν ἐτησίων ἀνταλλαγῶν δι' ἕκαστον μέρος θὰ εἶναι, κατ' ἀνώτατον ὅριον 580 ἀνθρωποημέραι. Ἐξ αὐτῶν μέχρις 100 ἀνθρωποημέραι θὰ χρησιμοποιοῦνται δι' ἀνταλλαγὰς ἐνημερώσεως καὶ μέχρι 480 ἀνθρωποημέραι δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως.

Ἄρθρον 2.

Δι' ἀποφάσεων τῆς διὰ τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμφωνίας συνιστωμένης Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο κρίνεται ἐπωφελὲς διὰ τὴν πρόοδον τῆς Συμφωνίας, δύναται ἐκ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν 480 ἀνθρωποημερῶν τῶν προοριζομένων ἐτησίως δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως, 60 ἀνθρωποημέραι νὰ χρησιμοποιηθοῦν δι' ἀνταλλαγὰς ἐνημερώσεως, μεταβαλλομένων οὕτω τῶν ἀριθμῶν τῶν ἀνθρωποημερῶν δι' ἀνταλλαγὰς ἐξειδικεύσεως καὶ ἐνημερώσεως ἀπὸ 480 εἰς 420 καὶ ἀπὸ 100 εἰς 160 ἀντιστοίχως.

Τυχὸν μὴ χρησιμοποιηθεῖσαι ἀνθρωποημέραι ἑκατέρωθεν δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἑπομένων ἐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Οἱ ἀνταλλασσόμενοι ἐπιστήμονες, ἐμπειρογνώμονες καὶ λοιποὶ εἰδικοὶ κατατάσσονται εἰς δύο κατηγορίας, ὡς ἀκολούθως:

Α' Κατηγορία:

Ἀκαδημαϊκοί, Καθηγηταὶ Πανεπιστημίων, Γενικοὶ Διευθυνταὶ Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν, ἐπὶ κεφαλῆς Ἐρευνητικῶν Ἱδρυμάτων καὶ Ἐπιστημονικῶν Ὀργανισμῶν καὶ Ὑφηγηταί.

Β' Κατηγορία:

Ἅπαντες οἱ λοιποὶ ἐπιστήμονες καὶ διοικητικοὶ ὑπάλληλοι.

Ἄρθρον 4.

Τὰ δύο μέρη θὰ ἀνταλλάσσουν τὰς προτάσεις των, τὰς σχετικὰς πρὸς τὰς ἐτησίας ἀποστολὰς ἐπιστημόνων δι' ἐνημέρωσιν καὶ ἐξειδίκευσιν, τοὐλάχιστον ἕνα μῆνα πρὸ τῆς συγκλήσεως τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Σοβιετικῆς Ἐπιτροπῆς. Εἰς τὰς προτάσεις αὐτὰς θὰ περιλαμβάνωνται:

α) Οἱ ἐπιστημονικοὶ τομεῖς συνεργασίας.

β) Αἱ πιθαναὶ ἡμερομηνίαι πραγματοποιήσεως τῶν ἀποστολῶν.

γ) Τὰ σύνολα τῶν ἀνθρωποημερῶν, ἅτινα θὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐνημερώσεως καὶ τὰς τοιαύτας ἐξειδικεύσεως.

Τὰ δύο μέρη θὰ ἀποστέλλουν, τοὐλάχιστον ἕνα μῆνα πρὸ τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ἀποστολῶν, ὀνομαστικὴν κατάστασιν διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐνημερώσεως καὶ τοιαύτην διὰ τὰς ἀποστολὰς ἐξειδικεύσεως. Εἰς τὰς καταστάσεις θὰ περιλαμβάνωνται:

α) Κατηγορία ἐπιστήμονος.

β) Ὀνοματεπώνυμον.

γ) Εἰδικότης.

δ) Ἵδρυμα καὶ τομεῖς ἀπασχολήσεως.

ε) Ξέναι γλῶσσαι.

στ) Ἐπιστημονικοὶ τομεῖς συνεργασίας.

ζ) Ἡμερομηνία ἀφίξεως εἰς τὴν φιλοξενοῦσαν χώραν.
η) Διάρκεια παραμονῆς ἑνὸς ἑκάστου.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἡμερήσιαι ἢ μηνιαῖαι ἀποζημιώσεις τῶν ἐπιστημόνων διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν διατροφῆς εἰς τρεχούσας τιμὰς εἶναι :

Α' Κατηγορία ἐπιστημόνων :

Ἡμερησίως	Ρούβλια	8 ἢ δρχ.	600
Μηνιαίως	»	250 ἢ »	12.000

Β' Κατηγορία ἐπιστημόνων :

Ἡμερησίως	Ρούβλια	6 ἢ δρχ.	500
Μηνιαίως	»	150 ἢ »	10.000

Ἄρθρον 6.

Αἱ εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ὑποβαλλόμεναι προτάσεις κοινῶν ἐρευνητικῶν προγραμμάτων θὰ περιλαμβάνουν :

α) Τὸ εἶδος τοῦ ἐρευνητικοῦ προγράμματος.

β) Τὴν χρονικὴν διάρκειαν ἐκτελέσεως τοῦ ἔργου.

γ) Τὴν οἰκονομικὴν ἐπιβάρυνσιν δι' ἕκαστον μέρος.

δ) Τοὺς ἐπιστημονικοὺς ἐρευνητικοὺς φορεῖς, οἵτινες θὰ συμπράξουν κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν, καὶ

ε) λοιπὰς τεχνικὰς λεπτομερείας τῶν ὑπὸ ἐκτέλεσιν ἀμοιβαίου ἐνδιαφέροντος προγραμμάτων.

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Τὰς ἐκ τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας ἁρμοδιότητας ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς διεκπεραιώνει, ἀντὶ τῆς καταργηθείσης Ὑπηρεσίας Ἐπιστημονικῆς Ἐρεύνης καὶ Ἀναπτύξεως τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ἡ Ὑπηρεσία Ἐπιστημονικῆς Ἐρεύνης καὶ Τεχνολογίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Ἄρθρον τέταρτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8 » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'		50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ	»	25
6. » » » Παράρτημα		15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κτλ.		150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυση Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10 Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν»	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	..000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»	»	.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν		1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	..000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.	»	400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγές, μαζὶ μ'αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ